
« L'économie sociale de marché » rhénane est-elle en crise ?

Jacques Liouville*

Le 'modèle rhénan' de croissance économique fondé sur les principes de l'économie sociale de marché a déjà commencé à s'enrayer au moment de la réunification allemande. La crise financière de 2008/2009 a accentué ce phénomène. Pour soutenir sa croissance future, l'Allemagne devra choisir entre un retour à ses fondamentaux ou une rupture assumée.

Le chancelier Ludwig Erhard est considéré comme le père du miracle économique allemand de l'après seconde guerre mondiale, qui s'est traduit par la transformation en une quinzaine d'années d'un pays en ruine en un pays en forte croissance. Ce redressement spectaculaire est le fruit de l'économie sociale de marché, qui avait pour objectif de réduire les écarts entre les plus riches et les plus pauvres. Ce concept mis en œuvre par le gouvernement de Ludwig Erhard est issu des recherches menées à l'université de Münster par l'économiste Alfred Müller-Armack. Dès 1946 celui-ci a considéré qu'il était possible de créer une troisième voie entre le libéralisme et le socialisme et c'est dans la perspective de mettre en application ses principes que Ludwig Erhard lui a confié un poste de Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie.

Ce système a relativement bien fonctionné jusqu'à la réunification allemande. Ensuite, le poids des transferts de l'ex Allemagne de l'Ouest vers l'ex Allemagne de l'Est a conduit à ralentir la réduction des écarts entre riches et pauvres.

Au-delà de ce phénomène, au cours des dernières années, l'ouverture à l'économie mondiale a conduit à ce que de plus en plus d'entreprises allemandes passent sous le contrôle de capitaux étrangers. Les nouveaux actionnaires étant plus intéressés par l'augmentation de leurs richesses que par la réduction des inégalités, il en résulte qu'en Allemagne l'économie sociale de marché est en panne.

Cette nouvelle réalité implique qu'en Allemagne, comme dans beaucoup d'autres pays, les pauvres deviennent maintenant de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches.

Une autre preuve de la rupture des mécanismes de l'économie sociale de marché est qu'en période de crise l'Etat intervient pour « socialiser » les pertes des grandes entreprises, qui sont maintenues en vie par l'argent du contribuable, alors que les bénéficiaires qui atteignent des taux de plus en plus élevés demeurent totalement privatisés. Dans les années 1990, la norme de l'excellence était d'afficher un taux de rentabilité des capitaux propres de 15%. Aujourd'hui, au moment de la reprise, beaucoup d'entreprises aidées lorsqu'elles étaient en difficulté ne se satisfont plus de ce taux, mais exigent un retour sur capitaux propres de 25%. Face à de tels excès, on observe que les budgets de l'aide sociale, de la santé, des retraites ou encore de l'éducation et de l'enseignement supérieurs sont en baisse ; ce qui implique que le scepticisme face aux bienfaits de l'économie sociale de marché se développe dans une part croissante de la population allemande.

Par conséquent, il n'est pas inutile de s'interroger sur la pertinence de cette perception et de chercher à vérifier si la crise économique et financière des dernières années a été favorisée par les mécanismes de l'économie sociale de marché. En effet, un des principes de base de l'économie sociale de marché est d'exercer un contrôle limité sur les marchés et les mécanismes de formation du profit, tandis qu'en période de crise l'Etat intervient généralement pour secourir au moins les principaux acteurs des marchés, dont les banques et autres établissements financiers font partie.

Les origines de la crise financière en Allemagne

La course aux profits observée depuis au moins une dizaine d'années implique que le

* Université de Strasbourg, HuManiS

niveau de risques pris n'est plus un élément modérateur des choix d'investissement. En effet, la théorie financière montre que la recherche de profits croissants passe par la prise de risques de plus en plus élevés. Par conséquent, les dirigeants des banques allemandes n'ont pas hésité à prendre des positions très risquées, sachant qu'en cas d'échec, non seulement ils ne seraient pas sanctionnés, mais qu'en outre l'Etat viendrait secourir les banques en difficulté.

En effet, l'histoire économique de l'Allemagne de l'après seconde guerre mondiale est riche d'exemples permettant de vérifier que l'Etat intervient généralement pour sauver des acteurs jouant un rôle important dans l'économie. Cela a par exemple été vérifié dans le cas du groupe de BTP Philipp Holzmann. Compte tenu de l'effet domino que pouvait produire la faillite de cette entreprise sur un large réseau de sous traitants, le gouvernement du chancelier Schröder est intervenu pour tenter de sauver cette entreprise. Cependant, dans ce cas précis, l'intervention de l'Etat n'a pas empêché la faillite de cette entreprise. Au contraire, le retardement de l'échéance de la faillite n'a fait qu'amplifier l'effet domino que l'intervention étatique cherchait à éviter.

Une telle attitude de la part de l'Etat est compréhensible, car en période de crise l'Etat souhaite contribuer à sauver un maximum d'emplois. L'intégration de ce comportement de l'Etat dans les mécanismes de prise de décision des managers peut conduire à l'introduction dans les décisions du facteur « too big to die ». Les managers sachant que du fait du poids économique de leur entreprise, l'Etat interviendra pour tenter de la sauver en cas de difficulté, peuvent ainsi ne pas hésiter à effectuer des transactions à haut risque.

Bien que le problème qui vient d'être présenté soit significatif, le principe de l'économie sociale de marché comme base de fonctionnement de l'économie continue à être généralement bien accepté en Allemagne. C'est ainsi que les cinq partis représentés au Bundestag adhèrent à cette conception de l'économie, même si des nuances importantes existent entre ces partis dans la définition de l'économie libérale et de l'économie sociale. Mais, à ce propos, il faut reconnaître que même l'inventeur du concept, Müller-Armack, n'avait pas tranché sur ce point et laissé ouverte l'interprétation des écarts entre ces deux types d'économie.

L'interrogation qui est au cœur de cette contribution est de savoir si l'économie

sociale de marché a conduit au fondement d'une culture d'entreprise spécifique en Allemagne. Pour répondre à cette question, il faut d'abord préciser quels sont les facteurs généraux qui favorisent l'émergence d'une culture d'entreprise.

Bien que de nombreuses définitions du concept de culture d'entreprise existent, un point qui leur est généralement commun est d'admettre qu'elle représente les modes de pensée partagés par un groupe social donné et que ces modes de pensée affectent les comportements des personnes composant ce groupe social.

La culture d'entreprise, ou culture organisationnelle selon Edgar Schein ¹, est influencée par l'environnement global ou supra national (valeurs, croyances, convictions), qui fixe les règles et principes à respecter collectivement en affaires (par exemple le rejet du travail des enfants, le principe du pollueur-payeur, le refus de la corruption, le respect des espèces protégées, etc.). Ces règles et principes sont généralement acceptés et respectés par un ensemble de nations ayant un niveau de développement comparable.

Ces règles supra nationales sont rarement incompatibles avec celles de l'économie sociale de marché. En dehors des règles supra nationales, il est admis que le fonctionnement des entreprises est affecté par la culture nationale et que celle-ci diffère selon les pays. L'étude la plus élaborée et la plus connue à ce sujet est celle de Geert Hofstede ², qui a montré que le comportement au travail et les pratiques des entreprises varient en fonction de facteurs comme l'histoire, les traditions, la religion, le contexte social (par exemple tendance à l'égalité ou l'inégalité entre les sexes), etc.

Outre l'incidence de la culture nationale, les entreprises sont affectées par la culture de leur champ sectoriel, c'est-à-dire l'industrie à laquelle elles appartiennent. Les facteurs structurant une industrie peuvent varier fortement d'une industrie à une autre. En outre, d'un pays à un autre, la culture d'une industrie donnée peut également présenter des écarts significatifs, ceci ayant été par exemple démontré très nettement dans l'étude de Calori et al ³

¹ Edgar H. Schein (1992). *Organizational Culture & Leadership*. Jossey Bass & Sons.

² G. Hofstede (2001). *Culture's Consequences. Comparing Values, Behaviors, Institutions, and Organizations Across Nations*. Sage Publications, Thousand Oaks, CA.

³ R. Calori, G Johnson, P. Samin (1994). *CEOs' cognitive maps and the scope of the organization*. Strategic Mana-

Si on s'interroge sur le fait de savoir si en Allemagne la crise financière actuelle résulte d'une culture d'entreprise particulière, la réponse demande de prendre en considération les points suivants.

La crise économique de 2008/2009 est née principalement du risque élevé de défaillance de plusieurs banques et établissements de crédit en difficulté. Durant le cœur de la crise, des entreprises du secteur non financier ont également été défaillantes, mais les défaillances ont souvent été engendrées par des comportements spéculatifs, à l'instar du groupe Continental, qui a subi les effets négatifs de l'échec de sa prise de contrôle par le groupe Schaeffler. Dans ce cas précis, les difficultés sont nées du fait que la famille Schaeffler avait lancé une OPA hostile sur l'équipementier automobile Continental, juste avant le revirement brutal à la baisse des marchés financiers. Par conséquent, le cours de l'action Continental ayant chuté sous la valeur proposée dans l'OPA, plus de 90% des actions de Continental ont été remises dans le cadre de cette OPA, ce qui a évidemment conduit au bord de la ruine la famille Schaeffler. Bien que de nombreuses entreprises du secteur non financier aient été mises en faillite durant la crise, il s'agit en général de cas isolés à l'intérieur de leurs branches.

C'est pourquoi il est permis d'affirmer que la crise financière en Allemagne n'est pas le résultat d'une culture nationale, ou d'une culture d'entreprise rhénane, mais de la culture d'une branche particulière, en l'occurrence celle des entreprises financières.

La question qui se pose alors est de savoir si le secteur financier allemand est caractérisé par une culture rhénane. L'analyse de la structure du secteur financier conduit à répondre par la négative à cette question. En effet, le secteur financier est aujourd'hui mondialisé. C'est pourquoi, malgré l'existence de règles nationales qui modulent de manière modérée le fonctionnement des établissements du secteur financier en Allemagne, il est possible de conclure que la crise financière qui s'est produite en Allemagne n'est pas le résultat d'une culture rhénane, mais bien plus de l'incidence du système financier international.

En effet, il a été établi ci-devant que la culture d'entreprise est impactée par la culture sectorielle. Or, dans une économie mondialisée, la culture du secteur financier

est fortement influencée par l'environnement global. Par exemple, actuellement, la vitesse de circulation des capitaux est simplement limitée par la rapidité de circulation de l'information. Cela implique qu'en moins d'une heure, un montant donné peut circuler autour de la planète en transitant par plus d'une vingtaine de comptes, ce qui complexifie entre autres le travail des contrôleurs visant à détecter des fraudes.

Ces constats impliquent qu'il est possible d'affirmer que les banques allemandes subissent d'une part l'impact de l'économie sociale de marché, mais, d'autre part, qu'elles sont également soumises aux contraintes de l'économie libérale, au sens anglo-saxon (américain) du terme. Le fait que les deux principales places financières mondiales soient situées dans l'espace anglo-saxon (New York et Londres) constitue un argument qui contribue à conforter le jugement formulé ci-devant.

Il faut reconnaître qu'historiquement les banques allemandes étaient plus détachées de la finance internationale, une source principale de revenus de ces banques provenant des relations privilégiées qui existaient entre les établissements de crédit et l'industrie allemande. Celles-ci se traduisaient par exemple par des prises de participation croisées. De même, ce type de relations expliquait par exemple que les OPA hostiles étaient quasiment impossibles à réaliser en Allemagne. En effet, lorsqu'un « joyau industriel » allemand faisait l'objet d'une menace d'OPA, hostile, comme cela a été par exemple le cas pour Porsche ou BMW à des moments difficiles de leur histoire, les banques jouaient le rôle de « chevalier blanc », freinant ainsi les velléités des assaillants potentiels. C'est ainsi que jusqu'au début des années 1990 il n'y a eu quasiment aucune OPA hostile qui a été menée en Allemagne sur des entreprises jouant un rôle dominant dans l'économie nationale.

Ultérieurement, les banques allemandes ont eu la possibilité de céder leurs participations en franchise d'imposition. En outre, la montée en puissance de la bourse de Francfort a attiré des établissements financiers internationaux en Allemagne. Face à cette nouvelle concurrence, les banques allemandes se sont recentrées sur leur cœur de métier et ont cédé leurs participations dans des entreprises industrielles. L'internationalisation croissante des grands groupes allemands a également conduit les banques allemandes à les accompagner dans leur diversification

gement Journal, 15, pp. 437-457.

géographique, ce qui les a menées à être confrontées aux standards internationaux, largement initiés par les institutions anglo-saxonnes. Par conséquent, pour être compétitives, tant sur leur marché d'origine qu'à l'international, les banques allemandes estiment devoir se soumettre à la culture « globale » de la branche.

Cependant, le fait de prendre des orientations en fonction de standards globaux n'impose pas d'adopter la conception anglo-saxonne de la gestion des profits et des pertes. Pourtant, sous l'impulsion du Président de son Directoire, Joseph Ackermann, la Deutsche Bank, qui est la plus grande banque allemande et un symbole de réussite dans le secteur financier se fixe actuellement un taux de retour sur ses capitaux propres d'au moins 25%. Selon les données disponibles, il semble que cet objectif ait été atteint en 2009. Ceci démontre bien qu'actuellement les principales banques allemandes adoptent plus les « valeurs » de l'économie libérale, que celles de l'économie sociale de marché.

Le rôle des Pouvoirs Publics dans l'émergence de la crise financière en Allemagne

Il est intéressant de se poser la question de savoir comment le gouvernement de la Chancelière Angela Merkel, qui se considère comme un gouvernement défenseur de l'économie sociale de marché, s'est comporté face aux excès des banques allemandes. Force est de constater que la position adoptée par l'actuel gouvernement de coalition CDU/CSU & FDP est plutôt du type « laissez faire ». Il est notable par ailleurs que ce comportement était déjà celui du gouvernement antérieur, qui reposait sur une large coalition entre la CDU/CSU & le SPD

Par conséquent, il est relativement paradoxal d'observer que deux gouvernements prétendant défendre les « valeurs » de l'économie sociale de marché ont accepté qu'une branche spécifique, celle des établissements de crédit, fonctionne en adoptant les principes d'une économie purement libérale.

Au-delà de cette observation, il est encore beaucoup plus critiquable que cette branche qui joue un rôle très important pour la compétitivité des entreprises industrielles et pour la confiance du citoyen dans la pérennité du système financier, n'ait été soumise qu'à un contrôle très « lâche » de la part de l'Etat.

En fait, l'origine de la crise financière en Allemagne est le résultat de la tolérance par le gouvernement d'un mode de fonctionnement du secteur financier proche de celui du monde anglo-saxon, qui se caractérise par une absence totale de contrôle sur les banques d'affaires et les agences de rating. Par ailleurs, même lorsque les contrôles existent, les degrés de liberté offerts en matière de présentation des comptes par les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) impliquent qu'ils manquent d'efficacité. En effet, les options offertes pour la présentation des comptes ont pour conséquence que des décisions prises spécifiquement dans l'intérêt des managers peuvent demeurer masquées jusqu'au dénouement des opérations correspondantes, ce qui peut engendrer des situations catastrophiques (pour en avoir une idée, bien que le cas ne soit pas directement comparable, il suffit de songer aux conséquences des options prises par Jérôme Kerviel à la Société Générale, qui ont conduit à une perte de l'ordre de 5 milliards d'€).

Les IFRS correspondent à un système de présentation des comptes fortement imprégné des principes de la comptabilité anglo-saxonne. Ceux-ci offrent de nombreuses options pour enregistrer des opérations qui ne sont que « virtuelles » (fictives). Ils permettent ainsi d'effectuer de la « comptabilité créative » ou, formulé autrement, de la « cosmétique » des comptes. Ceci est la conséquence du fait qu'en IFRS l'évaluation est basée sur le concept de « fair value », qui permet des enregistrements comptables en fonction de la « valeur actuelle ». Un élément particulièrement déplorable de l'introduction dans les principes comptables de la « fair value » est qu'en parallèle il est prévu que l'évaluation puisse avoir lieu sans respecter le « principe de prudence », alors que le respect de ce principe garantit généralement une certaine « réserve » dans l'évaluation des comptes.

Dans la mesure où les managers bénéficient de bonus et de primes qui sont fonction du résultat, ils ont intérêt à inscrire dans les comptes des valeurs (fictives) ayant un impact positif sur le niveau des profits ; même si cette pratique se fait au détriment des parties prenantes comme les actionnaires, les salariés, les créanciers et les clients et fournisseurs.

En résumé, il est permis de conclure d'une part, que le libéralisme anglo-saxon et en corollaire l'insuffisance du contrôle des

pratiques des principaux acteurs du système financier ont engendré en Allemagne la crise financière de 2008/2009. D'autre part, il n'est pas à exclure que les managers des banques n'aient pas hésité à prendre des risques inconsidérés, en estimant qu'en cas de difficulté l'Etat ne pourrait pas laisser la situation se dégrader et qu'il interviendrait donc pour sauver les banques défailtantes.

Le rôle du Top Management des banques allemandes dans la genèse de la crise financière

Une partie de la réponse à la question visant à déterminer si la crise du système financier aurait pu être évitée en Allemagne peut être apportée par l'analyse du comportement des Top Managers des banques allemandes. En effet, contrairement aux propos tenus par plusieurs de ces Top Managers après l'éclatement de la crise, rares sont ceux qui ignoraient complètement la nature risquée des titres à haut rendement dans lesquels ils avaient investis. Ces experts savaient fort bien que le rendement élevé des titres acquis était généré par le fait que les titres en question étaient basés sur des prêts hypothécaires accordés à des personnes présentant un risque élevé de défaillance. Ce risque était d'autant plus grand, qu'une bulle immobilière spéculative s'étant créée aux USA, le montant des emprunts nécessaires pour devenir propriétaire était orienté à la hausse, ce qui conduisait un nombre croissant d'emprunteurs à se trouver en situation de surendettement.

Les rendements élevés ne pouvaient se maintenir que tant que la bulle spéculative se gonflait. En effet, dans ce cas, la défaillance d'un débiteur n'était pas problématique, car du fait de la hausse des prix de l'immobilier, la vente du bien du débiteur permettait de couvrir la somme empruntée, tout en laissant une marge confortable pour celui qui avait pris les titres en dépôt. Mais les Top Managers des banques sont bien placés pour savoir que toute bulle spéculative, qu'elle soit immobilière ou non, va parvenir à un point où elle va éclater.

Par conséquent, les banquiers allemands étaient en mesure d'anticiper l'éclatement de la bulle immobilière américaine et d'en apprécier les conséquences. Cependant, ils ont investi jusqu'à la dernière limite dans les titres hypothécaires à haut rendement, aveuglés par la défense de leurs seuls intérêts personnels, du fait de la corrélation positive existant entre le rendement des titres gérés

par leurs banques et leur propre rémunération.

Un Top Manager soucieux de sa responsabilité sociale et des conséquences de ses actes pour les parties prenantes comme les salariés et les petits porteurs n'aurait jamais dû se laisser aveugler d'une telle manière. En effet, le Top Manager d'une banque n'a pas pour vocation de réaliser des transactions qui sont susceptibles de lui permettre de maximiser ses gains à court terme, au détriment de la défense des intérêts de ses clients.

Les conséquences de l'aveuglement de certains Top Managers du secteur bancaire ont été dramatiques pour de nombreux petits porteurs, qui du fait des comportements spéculatifs de ces dirigeants, ont perdu l'essentiel des avoirs qu'ils avaient épargnés, par exemple comme complément de retraite. Le résultat en est que l'image des dirigeants des banques d'investissement est actuellement au plus bas en Allemagne et il faudra certainement beaucoup de temps avant que la population allemande reprenne confiance dans les produits proposés par les banques d'affaires. Un seul exemple suffit pour éclairer cette situation. L'ancien Chancelier Helmut Schmidt, qui est bien connu pour sa modération dans ses propos, ce qui le conduit à être le personnage le plus respecté de la sphère politique allemande, a profité d'un entretien avec Giovanni di Lorenzo, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Die Zeit*, pour proposer un classement des individus en trois catégories : la première catégorie est celle des individus « normaux », caractérisés par le fait qu'ils ne commettent pas de délits et la deuxième catégorie est celle composée par les « petits criminels ». Quant à la troisième catégorie, elle intègre les dirigeants des banques d'investissement. Bien qu'admettant qu'ils agissent en général dans le respect de la légalité, Helmut Schmidt les considère comme les pires des voyous ⁴

L'économie sociale de marché rhénane est-elle à l'agonie ?

Le décalage observé entre l'intervention massive de l'Etat pour éviter la défaillance des spéculateurs et en contre partie la baisse des dépenses allouées en matière sociale et sociétale implique qu'un doute grandissant s'élève actuellement parmi la population

⁴ Helmut Schmidt, Giovanni di Lorenzo (2010). Auf eine Zigarette mit Helmut Schmidt. Kiepenheuer & Witsch, Köln (Cologne). P. 243.

allemande sur la capacité du système capitaliste et de l'économie sociale de marché à réduire les inégalités. Dans ce contexte, la demande d'une plus forte « étatisation » de l'économie (intervention de l'Etat) gagne de plus en plus de terrain. En effet, il est difficile de faire admettre à la population allemande de subir les effets de la crise, alors que ses auteurs en sortent enrichis.

L'écroulement du système financier allemand a été évité parce que l'Etat Fédéral a apporté des engagements supérieurs à 100 milliards d'Euros. Par conséquent, des voix s'élèvent pour demander la nationalisation des banques sauvées par les capitaux publics.

Aller dans ce sens reviendrait à modifier le cadre institutionnel de l'économie sociale de marché, pour s'orienter vers une économie « socialisée ». Cependant, la probabilité d'une telle orientation est très faible, en particulier sous un gouvernement de « droite », qui ne considère pas que la nationalisation constitue une initiative favorable au développement économique.

Cependant, l'Etat doit s'autoriser à exercer un contrôle renforcé sur les banques qu'il a sauvées de la faillite. En application du principe de « fairness », un tel contrôle doit déboucher par exemple sur l'interdiction de soustraire l'information financière relative aux produits de la titrisation (Special Purpose Vehicle ou SPV), qui ne prennent pas en compte le risque d'insolvabilité des débiteurs dont les emprunts sont sous-jacents à la titrisation. C'est par exemple en procédant de cette manière (non inscription de SVP au bilan) que les dirigeants de la banque allemande IKB sont parvenus à masquer une perte prévisible de 15 milliards d'euros.

Il faut cependant reconnaître qu'en réaction aux excès et à leurs conséquences, des progrès ont été enregistrés. Ils demeurent cependant insuffisants. Par ailleurs, la crise financière qui n'a pas généré que des perdants conduit le citoyen de base à douter du fait que l'économie sociale de marché telle qu'elle est pratiquée actuellement réponde encore à son objectif d'origine, qui était de contribuer à réduire les inégalités sociales en récompensant le travail et la créativité.

En effet, il faut bien constater qu'en ce début de XXIème siècle le travail n'est plus la principale source d'enrichissement et de réduction des inégalités. Au contraire, la spéculation et l'opportunisme deviennent les

principaux déterminants de la création de richesse. La compensation par l'Etat des conséquences des erreurs qui se sont produites dans le secteur financier se fait d'autant plus sentir, que les sommes investies à ce niveau font défaut pour régler des problèmes sociaux importants, dont en premier lieu le financement des retraites. Ce problème est crucial, car actuellement déjà 25% des allemands sont des retraités et du fait de l'évolution de la démographie, ce pourcentage ne peut que s'accroître.

A l'heure où l'économie allemande semble retrouver le chemin de la croissance, ce qui s'est traduit par exemple en 2010 par un recul du chômage sous la barre des 3 millions et par une surchauffe du marché du travail dans certaines zones géographiques, la pérennité de la politique sociale suppose un recentrage sur les « valeurs » qui ont prévalu à l'époque du redressement économique de l'Allemagne. Il est nécessaire de remettre à l'honneur le travail et la répartition des gains de productivité entre le capital et le travail, comme cela s'est produit jusqu'à l'heure de la réunification allemande. Ensuite, les transferts financiers vers l'ex RDA ont eu en particulier comme effet une quasi stagnation des salaires dans les Länder situés à l'ouest, ce qui s'est répercuté négativement sur la motivation au travail et en corollaire sur les gains de productivité. La croissance actuelle permet d'envisager un retour au système de l'affectation des gains de productivité à leurs auteurs, ce système devant non seulement garantir la paix sociale dans les entreprises, du fait que l'aboutissement des négociations entre patrons et salariés donne naissance à un « quasi cartel social »⁵, mais également être un frein à l'oisiveté, du fait que dans ce cadre l'engagement au travail se traduit par des résultats tangibles pour les salariés.

Une des caractéristiques majeures du système productif allemand étant d'être composé d'entreprises hyperspécialisées, elles ont besoin d'une main d'œuvre qualifiée pour innover en vue de renforcer leur compétitivité. Cela est particulièrement nécessaire aux 1500 entreprises allemandes qui sont leader mondial dans leur secteur d'activité. Dans ce but, les entreprises allemandes doivent proposer des rémunérations motivantes, sachant que cela n'a généralement pas été le cas au cours des

⁵ Dans le cadre de la Mitbestimmung, les patrons d'une branche garantissent les hausses de salaire pour les 12 mois à venir, les syndicats s'engageant en contre partie à veiller à la paix sociale et en particulier à éviter les mouvements de grève.

20 dernières années. De ce fait, pour rendre le travail attractif, il est indispensable que les écarts entre les revenus des personnes titulaires de l'aide sociale et de celles percevant le salaire minimum soient incitatifs. Il est évident que cette question n'est pas simple à résoudre, mais elle est cependant incontournable.

En ce qui concerne les personnes à la recherche d'un emploi, la situation sur le marché du travail en Allemagne n'est pas devenue paradisiaque en 2010. Cependant, la tendance à l'amélioration du marché se fait sentir, au point que pour se rendre attractives, les entreprises les plus dynamiques ne se limitent pas à proposer des rémunérations qui intègrent les gains de productivité. Par exemple, l'entreprise Siemens a signé en 2010 un accord avec les syndicats, qui implique que tout salarié recruté en Allemagne a droit à un emploi à vie dans les unités du groupe qui sont localisées en Allemagne.

Il vient d'être constaté que l'Allemagne est actuellement confrontée à des problèmes économiques et sociaux non négligeables, sachant que par ailleurs la question préoccupante de l'endettement colossal du pays, de l'ordre de 1700 milliards d'€ et de son augmentation d'environ 2600€ par seconde (soit environ 220 millions d'Euro par jour) a été laissée dans l'ombre. Face à ce montant, la rentrée dans les caisses de l'Etat en 2010 de 14 milliards d'€ non prévus, par manque d'anticipation de l'amélioration de la conjoncture, ne constitue qu'une maigre consolation, car cette somme ne couvre que deux mois environ de l'augmentation récurrente de l'endettement de l'Allemagne.

Un autre problème latent et rarement évoqué est celui des créances détenues sur l'étranger, du fait des exportations des entreprises allemandes. Compte tenu du système de garantie de paiement des exportations, le pays a un montant de créances sur des clients étrangers de 894 milliards d'Euro. Dans une période turbulente comme celle actuelle, il est loin d'être assuré que ces créances seront réglées, ce qui en cas de défaillance des créanciers pourrait produire un effet boomerang sur l'économie allemande.

Cependant, face à ces problèmes, des opportunités apparaissent. Par exemple, l'accent croissant mis sur le développement durable est évidemment à l'avantage de l'Allemagne. En effet, la très forte opposition à l'énergie nucléaire qui s'est développée en Allemagne depuis les années 1970 a

impliqué que comparativement aux principaux pays développés, l'Allemagne a peu investi dans ce domaine. Cela a incité très tôt les entreprises allemandes à investir dans les énergies alternatives, comme l'énergie éolienne, le solaire, le biogaz, etc. L'attachement traditionnel très fort des allemands à la nature a également eu pour effet que de longue date l'Allemagne a plus investi que ses principaux concurrents dans les activités liées à la protection de l'environnement. Par conséquent, le développement de ces activités est susceptible de permettre à l'Allemagne de régénérer les forces de l'économie sociale de marché, dans laquelle la contribution à la production doit être mieux honorée que les pratiques spéculatives et l'oisiveté.

Face à ces menaces et opportunités, le retour aux sources de l'économie sociale de marché peut-il constituer une voie de sortie de crise ? Actuellement, la recherche de solutions aux problèmes écologiques et du développement durable représente un vaste chantier à l'échelle mondiale. Le besoin de gains de productivité et d'innovation dans ces domaines est considérable, afin qu'écologie et développement durable ne constituent pas des freins à la poursuite de la croissance économique, qui est indispensable pour garantir les solidarités nécessaires dans un système d'économie sociale de marché. De tels objectifs peuvent être poursuivis tout en demeurant fidèle à l'esprit de l'économie sociale de marché telle qu'elle a été conçue par Alfred Müller-Armack.

En effet, l'objectif de protéger l'environnement et de garantir un développement durable n'impose pas de négliger la « responsabilité économique » de l'entreprise, faute de quoi la pérennité de l'entreprise et en parallèle son rôle de défenseur de l'emploi seraient mis en danger.

Conclusion

Il vient d'être établi que malgré une forte dérive par rapport aux objectifs initiaux, l'économie sociale de marché n'est pas moribonde en Allemagne. Par ailleurs, les nouveaux enjeux de l'écologie et du développement durable constituent un terreau favorable à renaissance de l'économie sociale de marché. Pour lui donner un nouvel influx, il est nécessaire de favoriser la genèse d'une nouvelle vague de création d'entreprises dynamiques, comme cela s'est produit en Allemagne après la chute du IIIème Reich.

Cela passe par une promotion de l'entrepreneuriat et de l'exercice de la fonction d'entrepreneur au sens de Schumpeter ⁶, c'est-à-dire de la prise d'initiatives « constructives » en vue de favoriser l'innovation. Schumpeter avait bien conscience que, aussi « héroïque » que puisse être l'entrepreneur, il ne peut pas parvenir seul à générer des innovations majeures. Pour que celles-ci émergent, une forte implication du personnel est nécessaire, ce qui explique que Schumpeter estime que le rôle principal de l'entrepreneur est d'agir sur la motivation du personnel.

⁶ J. Liouville (2002). La fonction d'entrepreneur : Schumpeter revisité. Actes du 2ème congrès de l'Académie de l'Entrepreneuriat. Université Montesquieu (Bordeaux IV), Bordeaux, 17 & 18 avril, pp. 309-317. J. Schumpeter (1928). Unternehmer, in : L. Elster, A. Weber, F. Wieser (sous la dir.). Handwörterbuch der Staatswissenschaften, Band 8, Verlag von Gustav Fischer, Jena, pp. 476-487.

Une telle approche revient à mettre la « ressource humaine » au cœur du fonctionnement de l'entreprise, en particulier à une époque où la chute de la démographie implique que les ressources humaines répondant aux qualifications attendues par les entreprises allemandes tendent à se raréfier.

Le respect de cet impératif devrait avoir pour effet que la « troisième voie » définie par l'économiste Alfred Müller-Armack et promue à l'origine par le Chancelier Ludwig Erhard pourra continuer à produire ses effets bénéfiques pour la nation allemande et, par effet de diffusion, pour les principaux partenaires économiques de l'Allemagne, avec la France au premier rang, du fait de sa position de premier pays fournisseur de l'Allemagne.